

**Décision n° 2012-1665**  
**de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**  
**en date du 18 décembre 2012**  
**attribuant des ressources en numérotation à**  
**la société Licence 4**  
**(numéros de la forme 08 AB PQ MC DU)**

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L. 36-7 et L. 44 ;

Vu le dossier de déclaration déposé par la société Licence 4 (récépissé de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes n° 11-0211 en date du 24 février 2011) ;

Vu la décision n° 05-1084 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 05-1085 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 modifiée fixant l'utilisation des catégories de numéros du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 2012-0856 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 17 juillet 2012 modifiant l'organisation des tranches de numéros commençant par 08 et des numéros courts prévue par la décision n° 05-1085 du 15 décembre 2005 ;

Vu les demandes de la société Licence 4 en date des 6 et 10 décembre 2012, reçues le 10 décembre 2012, sollicitant l'attribution de 10 000 numéros d'accès à des services vocaux à valeur ajoutée ;

Vu la réponse de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 10 décembre 2012 ;

Après en avoir délibéré le 18 décembre 2012 ;

**Décide :**

**Article 1** - Les numéros de la forme 08 99 47 MC DU sont attribués, jusqu'au 18 décembre 2032, à la société Licence 4 (Siren : 502 218 241) pour l'accès à ses offres de services vocaux à valeur ajoutée.

**Article 2** - La société Licence 4 acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1<sup>er</sup>, la taxe prévue à l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques susvisé.

**Article 3** - Conformément aux dispositions de l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques, les numéros attribués à l'article 1<sup>er</sup> ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle. Ils ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

**Article 4** - Au 31 janvier de chaque année, la société Licence 4 adresse à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués selon le modèle prévu par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes disponible sur son site internet.

**Article 5** - Le directeur des services fixe et mobile et des relations avec les consommateurs de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société Licence 4.

Fait à Paris, le 18 décembre 2012

Le Président

Jean-Ludovic SILICANI